LES INTÉGRATIONS À L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES EXIGENCES DE LA COMPÉTITIVITÉ DURABLE

2022
ABIDJAN

Crédit photo • Dominik Lückmann / Unsplash

En présentiel du 24 au 26 octobre

Université Internationale de Côte d'Ivoire
Deux Plateaux
À côté de la pharmacie de la 7e tranche

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU

MINISTÈRE DE L'**ÉCONOMIE ET DES FINANCES**
MINISTÈRE DU **PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT**
MINISTÈRE DE **L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**
MINISTÈRE DU **COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE ET DE LA PROMOTION DES PME** DE **LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

CONTEXTE

La transformation structurelle et la croissance inclusive inscrites dans les plans de développement de la plupart des pays africains nous réfèrent à la question de la compétitivité. La mondialisation multilatérale est aujourd'hui en souffrance. Nul ne peut dire si les échanges internationaux retrouveront le rythme des décennies passées qui était, en tendance, largement supérieur à celui de la croissance du Produit mondial. En revanche, non seulement les exigences de compétitivité demeurent, mais elles se renforcent dans un contexte de ralentissement des flux d'échange et de montée du nombre des acteurs, en particulier des nouvelles puissances émergentes. L'Afrique illustre les défis et opportunités qui sous-tendent les mutations observées. Le renforcement de la concurrence est consubstantiel à chacun de ses espaces d'intégration. L'UEMOA, au sein de laquelle se construit une intégration économique et monétaire depuis 1994, est prise dans une communauté économique régionale élargie, en l'occurrence la CEDEAO, qui se fond elle-même dans cet espace continental de libre-échange (ZLECAf) qui préfigure des relations de concurrence généralisées entre tous les pays africains.

Si la notion de compétitivité est omniprésente dans les débats économiques, elle occupe paradoxalement peu de place dans les ouvrages de macroéconomie comme de microéconomie appliquée. À quoi se réfère ce concept dont le contenu est en définitive assez flou ? Le séminaire apporte des réponses à cette question. Dans les vingt dernières années, les institutions internationales l'ont quasiment assimilé à la notion de « bonne gouvernance ». Cela a été le cas du *Doing Business*, publication phare de la Banque mondiale interrompue en 2021, comme des *World Governance Indicators* ou de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de cette institution. Le *World Economic Forum* de Davos s'est également inscrit dans cette ligne de raisonnement avec son *World Competitiveness Index* tout en élargissant les thématiques aux rubriques d'attractivité.

PUBLICS CIBLES

- Cadres, publics ou privés, issus des administrations, des entreprises ou organisations ivoiriennes et des pays voisins d'Afrique de l'Ouest ainsi qu'aux analystes travaillant sur la prise en compte de la compétitivité durable dans la définition et dans la mise en œuvre des politiques publiques ;
- Économistes des partenaires bilatéraux et multilatéraux des pays, conduits à intégrer la compétitivité durable dans leurs analyses et leurs décisions.

Aucun prérequis académique exigé, profil économiste toutefois apprécié

Séminaire délivré en Français

Nombre de participants et participantes limité

PROGRAMME DU SÉMINAIRE

Le séminaire combine exposés théoriques - produits des derniers travaux de la recherche scientifique - et tables rondes, associant aux expert·e·s académiques les partenaires techniques et financiers présents à Abidjan ainsi que des hauts cadres de la fonction publique et du secteur privé.

Il est conçu et animé par **Patrick Plane**, Directeur de recherches au CNRS-CERDI, Professeur associé à l'Université Clermont Auvergne et Responsable du programme Observatoire de la compétitivité durable (OCD) à la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdi), et par **Alban Ahouré**, Professeur à l'Université Félix-Houphouët-Boigny (UFHB) et Directeur de la Cellule d'Analyse de Politiques Économiques du CIRES (CAPEC).

Jour 1 *Indicateurs, méthodes et observatoire sur la compétitivité durable*

La première journée du séminaire passe en revue les indicateurs existants et présente le cadre méthodologique que propose la Ferdi à travers l'OCD. Cet instrument, couramment sollicité pour la compréhension des performances économiques, pour des actions

de formation ou d'écriture de rapports met au service de la communauté internationale un tableau de bord complet sur la compétitivité des 54 pays africains. Les informations que produit l'OCD sont ordonnées autour de trois grands types de facteurs complémentaires que sont les **vulnérabilités**, l'**attractivité** et la **compétitivité prix**. Tous trois conditionnent les performances en général, les exportations comme la transformation structurelle en particulier.

- **Les vulnérabilités**
  Elles sont à la fois économiques, environnementales et politiques. Les violences que l'on connaît notamment dans le Sahel affectent la rentabilité de l'investissement par les incertitudes qu'elles engendrent. C'est le cas également du réchauffement climatique et de ses implications pour la qualité des sols, pour le niveau des rendements agricoles à long terme. Aux chocs climatiques tendanciels s'ajoute une instabilité autour des tendances donnant lieu à des épisodes de températures et de précipitations de très forte intensité, jusqu'ici tenues pour anormales. Les vulnérabilités agissent sur la compétitivité en compliquant le calcul économique.

- **L'attractivité**
  Ce second pilier est destiné à mesurer la capacité à attirer des activités économiques et des facteurs de production mobiles, notamment les investisseurs étrangers. L'attractivité est assimilable à une performance du territoire. Sous quel curseur peut-on l'évaluer ? Quels sont les critères à considérer dans l'arbitrage entre les espaces économiques ?

- **La compétitivité prix**
  C'est le pilier sur lequel le comportement de l'État et des organisations productives a le plus de prise à court terme. Il permet d'agir sur les coûts et recettes des entreprises et affecte plus particulièrement celles qui sont exposées à la concurrence internationale. Ce pilier est en relation avec des dimensions de prix qui sont à la fois macroéconomiques, sectorielles et microéconomiques.

Jour 2 *Les composantes de la compétitivité prix*

La deuxième journée revient plus en détail sur les composantes de la compétitivité prix. Chaque charge du compte d'exploitation d'une entreprise ou organisation productive est potentiellement en relation avec la problématique de la compétitivité. C'est le cas du travail comme du facteur capital, l'un et l'autre associés à la valeur ajoutée des entreprises, mais également de toutes les consommations intermédiaires qui concourent à la réalisation d'un chiffre d'affaires. Dans un univers de concurrence où le prix est fixé sur le marché extérieur, quelles sont les composantes à considérer ? Les *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale mettent notamment en évidence le transport et l'électricité, mais le coût du facteur travail et la fiscalité ont également un rôle important. L'engagement de la communauté internationale dans l'instauration d'un impôt minimum sur les bénéfices destinés à prévenir une concurrence fiscale trop agressive en apporte la démonstration. Dans cette perspective d'analyse des coûts d'exploitation, le séminaire évoque la formation professionnelle, qui agit sur le niveau de la productivité, le coût du capital, qui n'est pas indépendant du climat institutionnel, mais également du prix et de la qualité des prestations en matière de fourniture de l'électricité, du coût et de la fluidité du transport et de la logistique.

Jour 3 *Compétitivité durable, croissance et développement*

La troisième journée est centrée sur les variables de résultats attendues, sur la compétitivité durable dans son rapport à une croissance économique soutenable de nature à élever durablement et de manière inclusive le niveau de vie des populations. Cet objectif va de pair avec une évaluation des inégalités de répartition de revenus, d'équilibre entre les territoires contre des mécanismes spontanés de marché qui ne promeuvent pas l'équité de développement des espaces régionaux et risquent de déstabiliser le développement national. Dans la perspective d'un développement harmonieux, les problématiques de chaînes de valeur et de politiques publiques de promotion de Zones économiques spéciales sont analysées.

De plus en plus, il arrive que les entreprises transnationales en quête de meilleure rentabilité pour leurs investissements décident de fragmenter leur processus de production et d'externaliser des pans entiers de leurs activités pour tirer parti des avantages comparatifs réalisés ailleurs, créant ainsi une division du travail à l'échelle mondiale. Les pays africains regorgent d'importants atouts agricoles et de ressources minières. Il apparaît ainsi nécessaire de renforcer les opportunités de coopération régionale, pour le développement des secteurs tels que ceux de l'agro-industrie, du textile et des ressources minières ainsi que l'accroissement de l'intégration des chaînes de valeur en Afrique. L'intégration en amont des chaînes de valeur mondiales, le renforcement des chaînes de valeur régionales et l'accentuation de la transformation structurelle dépendront de la mise en application d'un large éventail de politiques publiques qui devront contribuer à améliorer la compétitivité et élever les avantages comparatifs.

CALENDRIER

- **28/07/22**
  Lancement de l'appel à candidatures
- **16/09/22**
  Fin de l'appel à candidatures
- **19/09/22**
  Sélection des candidat·e·s
  et des lauréat·e·s des bourses AFD
- **24-25-26/10/22**
  Séminaire à Abidjan sur le Campus de l'UICI

PARTICIPATION

Le nombre de participant·e·s étant limité, les inscriptions se font à partir d'un formulaire de candidature à partir duquel seront appréciées les motivations du/de la candidat·e par rapport à la question du séminaire et ses enjeux.

Candidatures

- **Formulaire de candidature** accessible sur www.ferdi.fr
- **Dossier de candidature** (formulaire et CV) à retourner par mail à : philippe.messeant@ferdi.fr

Frais d'inscription

- **1 000 € par personne**

Ces frais comprennent, en sus des séances du séminaire, les déjeuners pris collectivement entre participant·e·s et intervenant·e·s.

Les frais de déplacement et de séjour (hébergement et dîners) sont à la charge des participant·e·s.

Aucun per diem n'est accordé.

Possibilité de prise en charge -totale ou partielle- par l'Agence française de développement

Des bourses totales ou partielles pourront être accordées par l'Agence française de développement sur la base de la qualité des candidatures et de l'expression des motivations, la sélection veillant à respecter les diversités de géographie, de profils et de genres.

En partenariat avec

Université Félix Houphouët-Boigny

CAFEC Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES

RES NON VERBA ENA

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

***Formation soutenue** par l'AFD*

Référents institutionnels - Contacts

UICI • LEGNIMIN SIDIKI KONE
Secrétaire Général
legniminsidik@gmail.com
www.uici.info

FERDI-IHEDD • PHILIPPE MESSÉANT
Directeur des relations extérieures
et du renforcement des capacités
philippe.messeant@ferdi.fr
www.ferdi.fr